

## LE DEBAT

# Un mois après la rentrée scolaire, quel bilan ?

Après les déclarations du ministre qui se voulaient rassurantes, la situation se dégrade dangereusement. Chaque enfant doit pouvoir réussir sa scolarité, comme le soulignent les acteurs concernés.

**La rentrée a vu se multiplier les bricolages pour faire face aux manques. L'éducation nationale est en danger : continuité pédagogique, réforme des lycées pros...**

**P**ap Ndiaye a annoncé que la rentrée se déroulerait dans « des conditions convenables » mais « pas optimales »... ou comment reconnaître en l'euphémisant la réalité d'une éducation nationale qui manque de tout. La FSU a, par exemple, estimé que 62 % des collèges et lycées n'avaient pas tous leurs enseignants à la rentrée. Dans le premier comme dans le second degré, ce sont des bricolages à grand renfort de milliers de contractuels et de remplaçants immobilisés dès le début d'année sur des postes vacants ou des remplacements longs. Les semaines qui viennent vont être catastrophiques en termes de capacité de remplacement. Il manque des AESH, des formateurs pour accompagner les enseignants envoyés sans formation dans les classes, des enseignants spécialisés dans les Rased... Dans l'enseignement supérieur, la plupart des établissements n'ont pas eu les moyens d'anticiper la croissance continue du nombre

d'étudiants (plus 33 000 en cette rentrée dont 2000 à l'université), ni en recrutant les personnels ni en augmentant le nombre de salles de cours. Un tel constat relativise l'annonce tonitruante du gouvernement avec 3,6 milliards d'euros de plus pour l'éducation en 2023, ce qui correspond tout juste au coût de l'inflation. En outre, une partie de la revalorisation nécessaire des personnels est toujours conditionnée à « des contreparties » qui alourdiraient la charge de travail. Et, de nouveau, dans ce budget, ce sont des suppressions de postes qui sont à l'ordre du jour. Enfin, rien n'est prévu pour faire face cet hiver aux dépenses supplémentaires pour le chauffage et des établissements décident d'ores et déjà de neutraliser des projets pédagogiques pour financer la hausse des coûts des fluides. Il en est de même avec certaines collectivités qui ferment les piscines pour le public scolaire. Quant à l'université de Strasbourg, elle annonce une fermeture

des locaux cet hiver faute de moyens pour payer la facture de chauffage, reportant ce coût sur les personnels et les étudiants contraints au « télé-enseignement » à domicile.

La politique éducative est, elle aussi, en continuité : auto-évaluation des établissements, dispositifs expérimentaux, financements contractuels de projets, nouvelles évaluations nationales en CMI et en quatrième pour encadrer toujours plus les contenus enseignés, réforme du lycée professionnel sur le modèle de l'apprentissage - réforme contre laquelle tous les syndicats des lycées pros appellent à la grève le 18 octobre... Aujourd'hui, tout concourt pour que le système scolaire ne lutte plus contre les inégalités, mais se fragmente sans moyens ni politique nationale ambitieuse.

Donner au service public d'éducation les moyens d'assurer la réussite de toutes et tous relève pourtant d'une urgence sociale que les personnels ont plus que jamais à cœur de faire valoir dans le débat public et par les luttes en cette rentrée.



## Sur fond d'inflation galopante et de crise sanitaire, parents et personnels doivent subir l'austérité qui sape le service public et l'école pour tous et par tous.

**L**a madeleine de Proust des parents de plus de 12 millions d'élèves n'a pas eu la même saveur cette année. Alors que la rentrée est souvent synonyme de renouveau, des enfants qui grandissent, d'un nouvel élan et de nouveaux projets, le retour à l'école a été placé, dès le départ, sous le sceau de l'austérité. Austérité parce que l'inflation galopante de ces derniers mois a laissé un nombre de familles dans le désarroi et la crainte de ne pouvoir faire face à toutes les dépenses : fournitures scolaires, restauration, transports, temps périscolaires, activités extrascolaires, voire parfois dépenses de santé (lunettes, soins dentaires...). L'école est gratuite en théorie, mais elle en est loin en pratique ! Austérité parce que le moral des familles n'est pas au beau fixe. Après deux ans de Covid et un état psychologique des élèves désastreux, accompagner son enfant dans les apprentissages, dans la construction de son avenir professionnel n'a pas été simple pour beaucoup de familles. Particulièrement pour les parents d'adolescents pour qui, déjà, la période de transition du passage de la vie d'enfant à celle de futur adulte est un chemin difficile. Austérité parce que des enseignants manquent à l'appel. Depuis vingt ans, le démantèlement du service public d'éducation est à l'œuvre et il est aujourd'hui en bout de course. À bout de souffle devrais-je dire... Une chute des candidats aux concours, des professeurs recrutés à la va-vite, sans formation, pour satis-

faire une promesse politique dont personne n'est dupe. Infirmières scolaires, assistants d'éducation, AESH, le manque d'adultes à l'école ne concerne pas uniquement les enseignants, mais l'ensemble des personnels ! Comment reconstruire une école solide, de futurs citoyens éclairés, sur des fondations aussi fragiles que la précarité qui entoure les personnels ? Non, on ne construit pas l'école républicaine, on la démantèle au profit d'une école du futur qui laissera beaucoup d'enfants sur le bord de la route. Une école plus privée que publique.

Les partenaires tout naturels du système éducatif, les familles, ne sont pas mieux traités. C'est pour défendre cette voix, celle des « sans-voix », que des milliers de parents d'élèves FCPE bénévoles s'engagent dans les écoles, les collèges et les lycées. C'est pour réaffirmer cette coéducation nécessaire à tous et pour tous. Cette alliance main dans la main entre l'enseignant et les parents qui permet d'échanger et de se confronter, toujours dans l'intérêt de l'enfant, ces bénévoles de l'ombre qui ne comptent pas leurs heures, 365 jours sur 365.

Ces bénévoles invisibles croient à notre école républicaine, laïque, celle qui accueille tous les enfants sans distinction, notre bien commun à tous. C'est le sens de leur mission, défendre les droits des enfants où qu'ils vivent, quel que soit leur milieu social, bref quelles que soient leurs différences. C'est parce que l'éducation s'inscrit dans un temps long que la FCPE est là pour toutes les familles depuis plus

de soixante-quinze ans et continuera d'être là pour les « sans-voix ».



### POUR ALLER PLUS LOIN

Le site de la Fédération syndicale unitaire sur [fsu.fr](http://fsu.fr)

Le site de la Fédération des conseils de parents d'élèves sur [fcpe.asso.fr](http://fcpe.asso.fr)

**Tout concourt pour que le système scolaire se fragmente sans moyens ni politique nationale ambitieuse.**

**Le manque d'adultes à l'école ne concerne pas uniquement les enseignants, mais l'ensemble des personnels!**



**BENOÎT TESTE**  
Secrétaire général de la FSU



**NAGEATE BELAHCEN**  
Coprésidente de la FCPE

JULIEN JAULIN/HANSLUGAS

Image non disponible.  
Restriction de l'éditeur.

Image non disponible.  
Restriction de l'éditeur.

